

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Economie : premières observations sur l'impact du « COVID-19 » sur l'économie

Economie : mesures de soutien mises en place suite à l'épidémie de « COVID-19 »

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : Mastercard est devenue la deuxième société étrangère à obtenir la licence de compensation de cartes bancaires en Chine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce France-Chine : creusement du déficit bilatéral en 2019 du fait d'une baisse des ventes aéronautiques et malgré des exportations dynamiques dans les autres secteurs (douanes françaises)

Commerce extérieur : report de la publication des chiffres de janvier (douanes chinoises)

Guerre commerciale : baisse des droits de douane additionnels sur les produits américains à partir du 14 février 2020 :

Relations US-Chine : Peter Navarro appelle à réduire la dépendance américaine aux produits pharmaceutiques chinois

ALE: le lancement des négociations de l'accord de libre-échange entre la Chine et le Cambodge

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Le ministère chinois du Commerce publie une circulaire sur les investissements étrangers dans le contexte de l'épidémie du COVID-19

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Economie numérique : les principales marques chinoises de smartphones annoncent la création d'une plateforme commune de développement d'applications

Semi-conducteurs : l'industrie des semi-conducteurs résiste tant bien que mal

Industrie : l'épidémie perturbe les activités des industriels et force les entreprises à une réflexion à long terme

Economie numérique: les entreprises technologiques coopèrent avec le gouvernement pour combattre l'épidémie

Industrie: malgré l'épidémie, certains secteurs bénéficient d'opportunités

Télécommunications: le déploiement de la 5G pourrait prendre du retard

PI : CNIPA prend des mesures pour faire face à la situation sanitaire exceptionnelle

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transport aérien : l'épidémie de COVID-19 met à bas les services aériens

Développement durable : publication d'une « Annonce en matière d'interdiction du commerce d'animaux sauvages »

Transports : fort impact du COVID-19 sur la fréquentation et l'organisation des transports ferroviaires pendant les vacances du nouvel an chinois

Développement durable : changement de lieu pour la 2ème réunion de l'OEWG sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et annonce officielle des dates de la CoP15 Biodiversité



Energie : poursuite de la baisse des subventions nationales pour les nouvelles installations de renouvelables (hors-hydro) en 2020

Energie : assouplissement de la tarification de l'électricité au cours de la période d'épidémie

Transport aérien : Epidémie de COVID-19 - Le Conseil des Affaires d'Etat allège de 10 Mrd RMB (1,3 Mrd EUR) la fiscalité des transporteurs aériens chinois

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Croissance : le PIB de Hong Kong se contracte de 1,2% en 2019

Transport : American Airlines et United Airlines suspendent leurs liaisons vers Hong Kong, Virgin Australia supprime ses lignes, et Cathay Pacific demande à ses 27 000 salariés de prendre 3 semaines de congés sans solde

Quarantaine : nouvelles mesures de quarantaine à Hong Kong

Bourse : l'indice Hang Seng rebondit après sa chute la semaine dernière (semaine du 3 février)

Macao : les casinos macanais ferment pour 2 semaines après l'infection d'un employé

Banque : Les banques adoptent des mesures en faveur de leurs clients entreprises et particuliers suite à l'appel de l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA)

Bourse : L'indice Hang Seng augmente de 1,8% entre lundi 10/02 et jeudi 13/02 à 27 730 points

Commerce bilatéral : les exportations françaises vers Hong Kong baissent de -6,8% à 5,79 Mds EUR en 2019

Macao : le taux d'occupation hôtelière chute à 16%, les casinos et 26 hôtels sont fermés

TAIPEI ([ici](#))

Impact du COVID-19 sur l'économie : Taiwan revoit sa croissance à la baisse sur 2020 et annonce des mesures pour soutenir la consommation dans le domaine des services

Innovation : TSMC, premier détenteur de brevets à Taiwan

Finances : Baisse des actifs détenus par les investisseurs étrangers de 20 Md USD fin janvier par rapport à fin décembre 2019

Coronavirus en Chine : la Commission des Investissements poursuit sa politique en faveur du rapatriement des investissements taiwanais

Démographie : véritable défi de Taiwan sur les 10 prochaines années

Commerce bilatéral France-Taiwan : baisse de 5,7% en valeur sur les 11 premiers mois de 2019/2018

Finances : les réserves de change progressent

ECONOMIE GENERALE

Economie générale : premières observations sur l'impact du COVID-19 sur l'économie

La reconnaissance officielle de la crise a généré un choc de demande lié à la peur de la contagion et alimenté par les réactions des autorités. Alors que les fêtes du nouvel an chinois - haute saison touristique et de consommation - devaient commencer, la mise en confinement total de Wuhan et de sa région à partir du 23 janvier a conduit les consommateurs chinois à massivement annuler leur déplacement et à différer leurs achats. De façon analogue mais plus marquée au regard de ce qui s'était passé en 2003 avec le SRAS, l'économie s'étant davantage tertiariée, les secteurs du tourisme et de la restauration sont les premiers impactés. Les mesures prises à l'échelle nationale à partir du 25 janvier n'ont fait qu'amplifier ce phénomène.

Les mesures prises par les autorités au niveau local et national ont également généré un choc d'offre. Le prolongement des congés et les restrictions de déplacements ont mis à l'arrêt la plupart des activités, notamment industrielles, en dehors des services essentiels et des secteurs stratégiques. Intervenant dans une période d'activité faible voire nulle, l'impact de ces mesures sur la production apparaît moindre, à ce stade, l'écoulement des stocks permettant encore aux producteurs d'honorer leurs commandes malgré les mesures de réductions d'effectifs. Néanmoins, la reprise de la production ne pourra être que provisoire si les flux logistiques ne sont pas rétablis et si les effectifs ne peuvent pas être pleinement mobilisés. Par ailleurs, du fait de la spécialisation sectorielle de Wuhan, les industries automobile et de l'électronique risquent d'être impactées plus durablement. La propagation du virus et les contraintes sur l'activité mises en place dans le Zhejiang et le Guangdong (en particulier Shenzhen) pèsent également sur les secteurs électroniques sidérurgiques et textiles.

Face à une propagation particulièrement rapide du virus et les inconnues sur sa létalité et ses possibles mutations, les autorités ont fait le choix de mesures radicales. Fin janvier, les autorités locales ont été mises sous pression pour intensifier leurs efforts afin d'endiguer le virus. Cela se traduit par nombre de mesures prises par les autorités locales à tous les échelons administratifs, y compris des mesures d'autodéfense de communautés villageoises, dont il est difficile de juger de la pertinence, qui ont contribué à impacter les flux logistiques et génèrent beaucoup d'incertitudes pour les entreprises.

Une reprise trop tardive de l'activité pourrait entraîner une vague de défaut des PME, qui étaient déjà dans une position fragile en raison du ralentissement à l'œuvre, et qui doivent continuer de payer leurs coûts de fonctionnement (versement de salaires ou indemnité journalière au titre de congé maladie si mise en quarantaine, impossibilité de licencier des employés du fait de l'épidémie du virus...). Une enquête auprès de 995 petites et moyennes entreprises par l'Université Tsinghua et l'Université de Pékin a révélé que 34% ne pourraient survivre qu'un mois sur leurs économies actuelles, 33% pourraient continuer pendant deux mois et 18% pourraient endurer trois mois.

Les autorités chinoises ont multiplié les annonces sur la reprise ordonnée de l'activité. Le 8 février le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une directive sur « le renforcement de la prévention scientifique de l'épidémie et la reprise ordonnée des activités de production des entreprises ». Pour les autorités, l'enjeu est de parvenir à gérer le risque sanitaire tout en faisant redémarrer l'économie. La fébrilité des autorités locales rend cet exercice difficile.

Le 9 février, le MOFCOM et le NHC ont conjointement publié une « circulaire » (*Notice on Preventing and Control Epidemic Situation of New COVID-19 Infection in Living Service Enterprises*) demandant aux autorités locales « d'attacher une grande importance à la prévention et au contrôle des conditions épidémiques » au sein des entreprises. Chaque province devra clarifier les responsabilités des entreprises et leur fournir une certaine *guidance* sur comment prévenir et contrôler les risques en termes de (i) gestion des employés, (ii) gestion des sites commerciaux, (ii) gestion des installations et des équipements, (iii) gestion des produits et des activités à grande échelle, et comment coopérer avec les autorités de santé compétentes pour « mener la supervision et l'inspection des entreprises concernées ».

Les secteurs essentiels à la subsistance de la population sont priorisés et les entreprises concernées sont appelées à reprendre leurs activités immédiatement. Il s'agit notamment des chaînes d'approvisionnement logistiques, de la production et la vente de nourriture et de matériel médical, de la production énergétique ou encore des « grands projets » de construction.

Le COVID-19 atteint une économie fragilisée qui subit une décélération structurelle. La confiance des ménages, des investisseurs, notamment des PME, avait déjà été ébranlée par lralentissement à l'oeuvre depuis printemps 2018 et les aléas de la guerre commerciale avec les Etats-Unis.

Les économistes ont déjà revu leurs prévisions nettement à la baisse pour le premier trimestre ainsi que pour l'année 2020. Ces estimations – jusqu'à -1,2 pp sur le trimestre et -0,3 pp sur l'année – pourraient être ajustées en fonction de la propagation du virus. Une « reprise en forme de V », à l'instar de l'épisode du SRAS est prévue par la plupart des économistes, avec un rebond prévu dans les mois suivant la fin de l'épidémie.

Economie : mesures de soutien mises en place suite à l'épidémie de "COVID-19"

Le 1 février, cinq départements, dont la PBoC, le Ministère des finances, le régulateur des banques et des assurances (CBIRC), le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) et la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE), ont conjointement publié la "*Notice on Further Strengthening Financial Support to Prevent and Control Pneumonia of New COVID-19 Infection*" comprenant au total trente mesures. Une panoplie d'instruments monétaires devrait alors être utilisée pour assurer un niveau adéquat et abondant de liquidités (*keep liquidity ample and appropriate*) et assurer une croissance raisonnable de la création monétaire et du crédit : opérations d'*open-market*, *standing lending facility*, *central bank lending* et *central bank discount*. Les banques devraient ajuster leurs pratiques pour ne pas retirer ou retarder la délivrance de prêts aux entreprises faisant face à des difficultés temporaires. Les autorités compétentes devraient prendre des mesures pour améliorer l'efficacité des procédures, pour baisser les coûts d'emprunt, améliorer les renouvellements de prêts et augmenter les prêts de moyens et longs termes. Des taux d'intérêts bonifiés pourraient être offerts aux entreprises d'un certain nombre de secteurs clefs parmi lesquels la production, le transport et la vente de produits médicaux. Certains frais seraient supprimés et des délais supplémentaires seraient consentis pour les entreprises cotées. Des reports des échéances de remboursements des prêts individuels pourraient être consentis.

Le 3 février, la PBoC a injecté au total 1200 Mds RMB (171 Mds USD) sur le marché financier par le biais de *7-days reverse repo operation* (900 Mds RMB, à 2,40%) et *14-days reverse repo operation* (300 Mds RMB, à 2,55%), en abaissant de 10 pbb les deux taux respectifs. 1050 Mds RMB arrivaient à l'échéance

Le même jour, l'injection de liquidité nette était ainsi de 150 Mds RMB. A noter que cette décision a été annoncée pour la première fois avec un jour d'avance et visait à stabiliser les marchés financiers, les autorités chinoises anticipant une forte baisse à la réouverture des bourses de Shanghai et Shenzhen le 3 février après près de 10 jours de fermeture. La CSRC a également demandé aux sociétés de valeurs mobilières de suspendre leurs activités de vente à découvert la veille de la réouverture des bourses. Ces inquiétudes étaient fondées comme en témoignent les chutes considérables (-8%) constatées pour les indices phare de Shanghai et de Shenzhen à l'ouverture le 3 février.

Le 4 février, la PBoC a injecté encore 500 Mds RMB via des *7-days reverse repo operations* (380 Mds RMB, à 2,40%) et *14-days reverse repo operations* (120 Mds RMB, à 2,55%).

Le 5 février, le Premier ministre Li Keqiang a présidé une réunion exécutive du Conseil des affaires d'État, appelant à la mise en œuvre « des politiques fiscales et financières pour soutenir la prévention et le contrôle de l'épidémie et les industries concernées ». Suite à cette réunion, la PBoC devrait accorder 300 Mds RMB de crédits spéciaux aux banques pour les encourager à prêter à un taux d'intérêt avantageux aux entreprises « stratégiques » (production, le transport et la vente de matériel médical essentiel et des nécessités quotidiennes) et ainsi assurer à ces dernières un coût de financement inférieur à 1,6%.

Les autorités locales ont également pris des mesures (réduction d'impôts, l'exonération de loyers, subventions, délai supplémentaire pour les paiements de la cotisation de sécurité sociale) pour stabiliser la situation sur les marchés financiers et pour soutenir les industries stratégiques et les entreprises touchées par la crise (particulièrement les PME).

Le 11 février, le ministère des Finances a augmenté le quota de dette que les collectivités locales peuvent émettre de 558 Mds RMB via « d'obligations générales » et de 290 Mds RMB via des *special purpose bonds*. Pour mémoire, en novembre 2019, le gouvernement avait déjà accordé des quotas d'émissions obligataires pour 2020 de 1000 Mds RMB de *special purpose bonds* et ce de façon anticipée).

	Cours de clôture le 3 février	Evolution journalière du 3 février	Cours de clôture le 7 février	Evolution hebdomadaire de la semaine du 3 février
SSE Index	2747	-7.72%	2876	-3.39%
CSI 300	3688	-7.88%	3900	-2.60%
SZSE Index	9780	-8.45%	10612	-0.66%
ChiNext	1796	-6.85%	2016	+4.56%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : Mastercard est devenue la deuxième société étrangère à obtenir la licence de compensation de cartes bancaires en Chine

Mastercard Inc. a été autorisée par la PBoC à se préparer à développer des activités de compensation de cartes bancaires en Chine pendant un an, devenant ainsi la deuxième société étrangère à obtenir cette licence derrière *American Express* qui a été autorisée à en faire de même en novembre 2018. *Mastercard* et son partenaire *NetsUnion Clearing Corp.* ont créé leur coentreprise de compensation de cartes bancaires pour un capital initial de 1 Md RMB en mars 2019 et détiennent respectivement 51% et 49% du capital.

Pour mémoire, en juin 2015, la Chine a assoupli les règles permettant aux entreprises étrangères de conduire des activités de compensation de cartes bancaires, d'accéder au marché chinois en créant des unités ou en acquérant des entreprises locales, mettant ainsi fin au monopole de *China UnionPay Co.*, une société d'État. Dans le cadre de l'accord commercial avec les États-Unis en janvier 2020, les régulateurs chinois ont déclaré qu'ils ne prendraient désormais pas plus de 90 jours pour examiner les candidatures de fournisseurs de services de paiement électronique tels que *Mastercard*, *Visa Inc.* et *American Express Co.*

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce France-Chine : creusement du déficit bilatéral en 2019 du fait d'une baisse des ventes aéronautiques et malgré des exportations dynamiques dans les autres secteurs (douanes françaises)

Les exportations françaises de biens vers la Chine sont stables en 2019 (+0,4 % à 20,9 Mds EUR), après une forte croissance en 2018 (+11 %), et ce malgré le recul des importations globales de la Chine (-1,9 % à 2 069 Mds USD).

Les ventes du secteur aéronautique reculent de 10 % à 7,4 Mds EUR après les bonnes performances enregistrées l'année précédente (8,3 Mds EUR), du fait d'une baisse des livraisons d'appareils Airbus en Chine (178 appareils¹ après 191 l'année précédente, involution en partie due au tarissement de la demande mondiale de gros porteurs).

Hors aéronautique, les exportations françaises sont dynamiques : +7 % à 13,5 Mds EUR. Les produits agricoles et agroalimentaires enregistrent une hausse de 18 % à 2,7 Mds EUR grâce à une hausse des exportations de spiritueux (+8 % à 480 MEUR), de viande (+90 % à 390 MEUR) et de produits laitiers (+13 % à 350 MEUR), et malgré la baisse des ventes de vin (-13 % à 520 MEUR)². Les exportations de produits chimiques, parfums et cosmétiques (+11 % à 2,6 Mds EUR), les produits pharmaceutiques (+27 % à 1,4 Md EUR) et le textile (+26 % à 1,2 Md EUR) enregistrent de bonnes performances tandis que celles d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique reculent (-2 % à 3,5 Mds EUR). Les exportations du secteur automobile continuent leur chute de long terme (-36 % à 200 MEUR), liée à la localisation croissante des constructeurs et équipementiers sur le territoire chinois.

Les importations françaises de biens chinois ont pour leur part connu une progression de 4,3 % à 52,5 Mds EUR, en particulier du fait des hausses des importations de matériel électrique (+12 % à 4,0 Mds EUR), de machines et équipements d'usage général (+13 % à 3,5 Mds EUR), d'appareils ménagers (+9 % à 2,4 Mds EUR) et d'articles de sports, jeux et jouets (+9 % à 2,4 Mds EUR).

Le déficit bilatéral atteint en 2019 un record de 31,6 Mds EUR, soit plus de la moitié du déficit commercial global de la France³.

Echanges de biens entre la France et la Chine en 2019 :

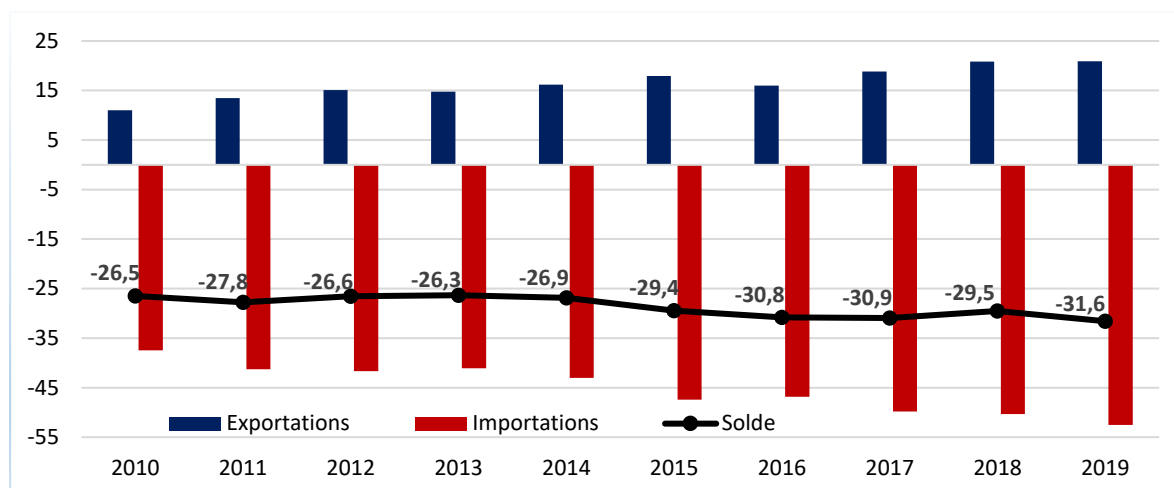
	Exportations françaises	Importations françaises
Total	20,9 Md€	49,9 Md€
dont:	aéronautique: 7,4 Md€	informatique et électronique: 14,7 Md€
	électronique et mécanique: 3,5 Md€	habillement et chaussures: 9,8 Md€
	chimie, parfums, cosmétiques: 2,6 Md€	matériel électrique et ménager: 6,4 Md€

¹ Y compris, pour les monocouloirs de la famille A320, de livraisons en provenance de Tianjin (62) et de Hambourg (39)

² Selon les douanes chinoises, les ventes de vin français auraient baissé de 34 % à 702 MUSD et seraient désormais inférieures à celles de l'Australie. Alors que les droits de douane à l'importation de vins en provenance d'Australie, principal concurrent de la France en Chine ont été supprimés au 1^{er} janvier 2019 au titre de l'accord de libre-échange Chine-Australie, les droits de douane sur les vins français restent élevés (14 % sur les bouteilles et 20 % sur le vrac).

³ Données FAB/FAB y compris matériel militaire

Echanges de biens entre la France et la Chine entre 2010 et 2019 (Mds EUR) :



Commerce extérieur : report de la publication des chiffres de janvier (douanes chinoises)

Dans le contexte d'aggravation de l'épidémie de COVID-19 en Chine ayant obligé les autorités à prolonger les congés en février, maintenant les usines fermées plus longtemps et affectant le commerce extérieur, les chiffres du mois de janvier, qui devaient être publiés le vendredi 7 février, seront annoncés le 7 mars avec les chiffres de février (douanes chinoises).

Guerre commerciale : baisse des droits de douane additionnels sur les produits américains à partir du 14 février 2020 :

Le ministère des Finances chinois (MoF) a annoncé le jeudi 6 février que la Chine réduira de moitié, à partir du 14 février, les droits de douane additionnels sur 29 Mds USD d'importations de produits américains imposés depuis le 1^{er} septembre 2019 : les hausses de 10 % seront réduites à 5 %, celles de 5 % à 2,5 %.

Le MoF a déclaré que la réduction prévue était une réponse à la décision américaine de réduire de moitié les droits de douane supplémentaires de 15 % sur 120 Mds USD d'importations de produits chinois à partir du 14 février (annonce faite à l'occasion de la signature du phase-1 deal le 15 janvier dernier). Le ministère a également déclaré qu'il restait attaché à l'objectif final de supprimer tous les droits de douane supplémentaires imposés depuis le début de la guerre tarifaire.

Depuis juillet 2018, l'administration américaine a imposé des droits de douane supplémentaires sur 362 Mds USD d'importations de produits chinois ; la Chine a répondu en imposant des droits de douane supplémentaires sur environ 90 Mds USD d'importations de produits américains.

Droits de douanes additionnels au 14 février 2020

Tarifs américains supplémentaires			
Tranche	Niveau	Date d'imposition	Commentaire
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	
200 Mds USD	25 % (10% avant le 10 mai 2019)	24 septembre 2018	Relèvement au 10 mai 2019
112 Mds USD*	7,5 % (15% avant le 14 février 2020)	1 ^{er} septembre 2019	Réduit à 7,5 % selon le « <i>phase one deal</i> »
160 Mds USD**	15 %	15 décembre 2019	Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l'annonce de la signature prochaine d'un « <i>phase one deal</i> ».
Au 14/02/20	Tarifs supplémentaires américains sur environ 362 Mds USD de biens CN		

Tarifs chinois supplémentaires			
Tranche	Niveau	Date d'imposition	Commentaire
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	Exemption sur l'auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019,
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	Exemption sur l'auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019
60 Mds USD	5, 10, 20 et 25 % (5 à 10 % avant le 1 ^{er} juin 2019)	24 septembre 2018	Relèvement au 1 ^{er} juin 2019 – Exemption sur l'auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019
29 Mds USD**	2,5 et 5 % (5 et 10% avant le 14 février 2020) (y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)	1 ^{er} septembre 2019	Réduit de moitié selon le « <i>phase one deal</i> »
45 Mds USD**	+5 à 10% (y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)	15 décembre 2019	Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l'annonce de la signature prochaine d'un « <i>phase one deal</i> ».
Au 14/02/20	Tarifs supplémentaires chinois sur environ 90 Mds USD de biens US		

* Estimations du [Peterson Institute for International Economics](https://www.petersoninstitute.org/)

** 14,3 Mds USD d'automobiles et parties automobiles sont concernées par l'exemption

Relations US-Chine : Peter Navarro appelle à réduire la dépendance américaine aux produits pharmaceutiques chinois

Peter Navarro, conseiller commercial principal auprès de Donald Trump, a exhorté les États-Unis à réduire leur dépendance vis-à-vis des importations de produits pharmaceutiques et médicaux en provenance de Chine et du reste du monde en réponse à l'épidémie de COVID-19, qualifiant cette dernière de "coup de semonce" pour une plus grande indépendance américaine dans ce secteur.

M. Navarro a appelé le gouvernement américain à limiter sa participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales qui pourraient laisser le pays vulnérable à des pénuries en cas de crise médicale, et à stimuler les achats de produits fabriqués aux États-Unis.

La Chine est devenue le principal producteur mondial de principes actifs, dont elle assure aujourd'hui près de 40 % de la production. Pour certains produits ou certaines entreprises, la Chine est même



devenue une source unique ou quasi-unique d'approvisionnement. A titre d'exemple, en 2018, selon le département du Commerce américain, 95 % des importations américaines d'ibuprofène provenaient de Chine ; c'était également le cas de 90 % et 70 %, respectivement, des importations américaines d'hydrocortisone et de paracétamol.

Les États-Unis n'ont pas introduit de nouvelles interdictions ou limites commerciales sur les importations chinoises de produits médicaux en réponse à la crise, mais selon Peter Navarro, l'administration Trump pourrait commencer par renforcer son régime de passation de marchés dans ce domaine.

Les responsables et les législateurs américains ont exprimé leur inquiétude quant à la fermeture d'usines de fabrication en Chine, ainsi qu'aux éventuelles restrictions à l'exportation imposées par les autorités chinoises sur certains produits tels que les masques, qui pourraient mettre en danger les États-Unis.

ALE: le lancement des négociations de l'accord de libre-échange entre la Chine et le Cambodge

Les 20 et 21 janvier 2020, le 1^{er} cycle des négociations pour l'accord de libre-échange entre la Chine et le Cambodge a eu lieu à Pékin.

Selon un communiqué issu du ministère du Commerce (Mofcom), les deux parties ont tenu des discussions sur le commerce des biens, les règles d'origine, les procédures douanières et la facilitation du commerce, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la coopération sur l'investissement, le commerce de services, la transparence, la coopération technologique, la coopération dans l'initiative « de la Ceinture et de la Route », l'e-commerce, et les sujets juridiques pertinents.

Les négociations ont été lancées à la suite de la recommandation positive d'une étude de faisabilité conjointe menée jusqu'à la fin de l'année 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Le ministère chinois du Commerce publie une circulaire sur les investissements étrangers dans le contexte de l'épidémie du COVID-19

Le 7 février, le ministère chinois du Commerce (Mofcom) a publié une circulaire pour rassurer les investisseurs étrangers en pleine épidémie du COVID-19. La circulaire enjoint le gouvernement à *(i)* aider de manière pro-active les entreprises étrangères à reprendre leurs opérations ; *(ii)* renforcer la garantie de services (terrain, eau, électricité, etc.) pour les projets majeurs d'investissement étranger ; *(iii)* innover et optimiser les méthodes de promotion des investissements ; *(iv)* aider les entreprises étrangères selon ce que permettent les conditions locales ; *(v)* continuer à améliorer le climat des affaires.

Lors de sa conférence de presse hebdomadaire du MofCom le 13 février, la première après les vacances de Nouvel An chinois et réalisée en ligne dans le contexte de l'épidémie, le porte-parole a tenté de rassurer les investisseurs étrangers en assurant que « l'avantage compétitif de la Chine à attirer les investissements n'a pas changé » et que le MofCom, conjointement avec les gouvernements locaux, vont « aider les entreprises étrangères à réagir à l'épidémie de manière pro-active ».

[Lire la circulaire \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : les principales marques chinoises de smartphones annoncent la création d'une plateforme commune de développement d'applications

Huawei, Oppo, Vivo et Xiaomi devraient lancer conjointement, en mars, la [Global Developer Service Alliance \(GDSA\)](#), une plateforme permettant aux développeurs de proposer leurs applications sur les terminaux de ces différentes marques. Cette initiative cible en priorité les marchés émergents - neuf territoires sont concernés dont la Russie, l'Inde, l'Indonésie mais aussi l'Espagne - où les marques chinoises cherchent à renforcer leur position.

Depuis août 2019, la présence de Huawei sur l'*entity list* du département du commerce américain empêche le groupe de proposer les applications développées avec Google Mobile Services, alors même que ses smartphones continuent à opérer sous Android OS, dans l'attente du possible lancement de Harmony OS, un système d'exploitation multiplateforme dont l'application aux smartphones n'est toutefois pas prévue à court terme. Le groupe de Shenzhen s'appuyait jusqu'alors sur son propre catalogue d'applications (Huawei Mobile Services) auquel il manque néanmoins des applications telles que Google Maps, Youtube ou Gmail, considérées comme indispensables par de nombreux utilisateurs hors de Chine. En grande partie à cause de ces lacunes, Huawei a perdu sa place de numéro deux sur le marché français au dernier trimestre 2019 (11% des parts de marché contre 17% au T3) au bénéfice d'Apple (33%). Cette nouvelle plateforme pourrait ainsi permettre à Huawei de contourner cette contrainte en incitant les développeurs à proposer des solutions compatibles à cet écosystème, comme [TomTom le fait déjà avec Huawei](#) pour la cartographie.

Cette approche collective des marques chinoises censément privées (l'actionnariat de Huawei n'est pas public) et pourtant en concurrence sur certains segments, en vue de renforcer leurs parts de marché à l'international semble être inédite. En 2019, d'après Canalys, leurs ventes de smartphones ont fortement progressé : +17% pour Huawei (240,6 M d'unités vendues, nouveau numéro deux mondial grâce à la croissance du marché domestique), +4% pour Xiaomi (125,5 M), +4% pour Oppo (120,2 M), etc.

À terme, ce type d'initiatives pourrait permettre de proposer une alternative crédible aux écosystèmes d'Apple et Google. A ce titre, elle s'inscrit dans ce que certains observateurs anticipent comme le « découplage » à venir des industries technologiques américaines et chinoises, un phénomène qui semble plus avancé dans le domaine du *software* que du *hardware*.

Semi-conducteurs : l'industrie des semi-conducteurs résiste tant bien que mal

Principal foyer de l'épidémie de COVID-19, la province du Hubei, spécialisée dans la production de mémoires flash (NAND) héberge plusieurs des leaders chinois du secteur, dont CXMT, Yangtze Memory Technologies (YMTC), et sa filiale Wuhan Xinxin Semiconductor Manufacturing. Bien que le Hubei ait officiellement repoussé la reprise des activités au 14 février, ces usines bénéficient de dérogations, leur permettant de continuer la production, ce qui a jusqu'à présent permis de maintenir des niveaux de production et de prix stables. Dans le reste de la Chine, HiSilicon, filiale de Huawei dédiée au design de puces, assure également la continuité de ses opérations en accord avec les autorités. Bien qu'étant une société *fabless* (sans usine de fabrication), HiSilicon requière la présence de la majorité de ses employés sur site, notamment pour des considérations de sécurité. La société est l'un des principaux clients du fondeur taiwanais TSMC, qui déclare ne pas être non plus impacté à ce stade par l'épidémie et continuer à assurer la majorité de sa production, y compris en Chine (Shanghai et Nankin).

Selon les autorités, ces exceptions sont justifiées par le caractère stratégique de l'industrie des semi-conducteurs. D'autres fondeurs chinois, comme SMIC ou China Resources Microelectronics ont

également annoncé avoir bénéficié d'autorisations pour poursuivre leur production. Ces mesures semblent néanmoins avoir été appliquées de façon inégale en fonction des entreprises, certaines usines de moindre envergure ne pouvant opérer à pleines capacités. L'arrêt complet des chaînes de production serait en outre une mesure extrêmement coûteuse pour ces entreprises car elle impliquerait l'arrêt total des équipements de production (*cold shutdown*), ce qui pourrait faire perdre l'équivalent d'un mois de production. A l'heure actuelle, les principales entreprises du secteur se sont donc adaptées pour ne pas interrompre leur production, assumant le risque qu'un cas d'infection dans une unité de production puisse causer un arrêt encore plus long de la production.

Bien qu'apparemment résiliente du point de vue de l'offre, l'industrie des semi-conducteurs pourrait se heurter à une baisse de la demande de la part des entreprises d'assemblage, en aval de la chaîne de valeur. Le 10 février, Foxconn n'avait toujours pas obtenu l'autorisation de reprendre la production dans ses usines de Shenzhen et Kunshan, tandis que l'usine du groupe à Zhengzhou, de même que celle de Pegatron à Shanghai, fonctionnent cette semaine en sous-capacité du fait des mesures de confinement imposées à leurs ouvriers. Au niveau national, [Digitimes](#) estime ainsi que seuls 20% des ouvriers chinois travaillant dans le secteur de l'électronique ont repris leur poste dès le 10 février (date officielle dans la plupart des provinces), la majorité des usines préférant repousser la reprise de leurs activités au 25 février.

Enfin, du côté de la consommation, la baisse attendue de la demande pour les smartphones en Chine (entre 9% et 23% d'après [Digitimes](#)) pourrait notamment un impact sur la demande de puces 5nm et 7nm, qui devaient représenter une grande partie de l'augmentation de la demande du secteur en 2020.

Industrie : l'épidémie perturbe les activités des industriels et force les entreprises à une réflexion à long terme

Dans le contexte actuel et sous la contrainte des autorités locales, les entreprises doivent adapter leurs activités en mettant en place de nombreuses mesures dans le cadre de plans d'urgence afin de répondre aux nombreux défis à court terme qui se posent à elles. Premièrement, d'un point de vue logistique, le ralentissement des livraisons, dû notamment aux mesures de confinement, engendre une augmentation des retards sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, impliquant une augmentation des pertes financières directes. Deuxièmement, les employeurs manquent souvent de main d'œuvre, à cause du confinement des employés rentrant de leurs congés du nouvel an chinois. Du point de vue de l'organisation interne, les contraintes imposées par les autorités (contrôle des flux d'employés, audits sanitaires, provision obligatoire de masques etc.) sont dans certains cas difficiles à appliquer, incitant les employeurs à mettre en place des mesures de télétravail et à reporter l'ouverture de leurs sites.

Bien que l'impact économique de l'épidémie du COVID-19 soit à ce stade difficile à évaluer quantitativement, certaines annonces démontrent l'incertitude des acteurs économiques vis-à-vis de la situation en Chine. Sur le long terme, la crise économique passagère provoquée par le COVID-19 pourrait inciter les multinationales présentes en Chine à adapter leur stratégie et à favoriser :

- une diversification de leurs fournisseurs afin de réduire leur dépendance à une seule entreprise ou région. Apple envisagerait ainsi de localiser une plus grande partie de sa production à Taiwan au détriment de la Chine continentale. D'autres entreprises comme Panasonic ou Nintendo ont également annoncé envisager une approche similaire. Ces décisions vont dans le sens d'une délocalisation progressive, en cours depuis plusieurs années, de certaines activités d'assemblage (*contract manufacturing*), notamment vers l'Asie du Sud-Est. Outre la situation actuelle, ces mouvements s'expliquent notamment par des coûts de

main d'œuvre inférieurs et par la crainte des effets des tensions commerciales sino-américaines ;

- l'automatisation de leurs chaînes de production afin de réduire leur exposition à une pénurie de main d'œuvre. Le recours aux robots industriels et à « l'internet industriel » sont de plus encouragés par le gouvernement chinois, qui cherche ainsi à moderniser son appareil productif. En incitant les entreprises à revoir leur approche stratégique, l'épidémie du COVID-19 pourrait de ce fait favoriser la mutation, déjà en cours, du modèle industriel chinois et le remplacement progressif des usines d'assemblage intensives en main d'œuvre par des unités de production plus avancées et automatisées, spécialisées sur des segments à plus haute valeur ajoutée. [Selon les données de la base MIR](#), les industries des semi-conducteurs (+20%), des batteries lithium (+12%) et de la logistique (+12%) sont celles dont le taux d'automatisation devrait augmenter le plus en 2020 en Chine.

Economie numérique : les entreprises technologiques coopèrent avec le gouvernement pour combattre l'épidémie

Pour faire face à l'épidémie, le gouvernement chinois mobilise les grandes entreprises technologiques du pays (BATX, JD.com, DJI, CETC). Tencent collabore avec le gouvernement chinois en supprimant à la demande des autorités les « fausses rumeurs » en lien avec l'épidémie. De nombreuses entreprises, en lien avec les autorités, fournissent également des solutions (surveillance, analyse de données, logistique, désinfection) pour combattre l'épidémie. A titre d'exemples, (1) des [drones DJI et XAG](#), habituellement utilisés pour l'épandage agricole, sont déployés pour disperser des produits désinfectants dans des zones touchées tandis que ceux de JD.com propose des services de livraison par drones à Wuhan; (2) CETC propose une [application](#) croisant différentes bases de données afin de permettre aux utilisateurs d'identifier les personnes à risque avec lesquelles ils auraient pu être en contact dans un environnement personnel, professionnel, ou même dans les transports ; (3) Baidu a développé [un système d'appels téléphoniques automatiques](#) afin de recueillir des informations sur les risques d'exposition de la population ; (4) [les applications smart city d'Alibaba](#) sont appliquées à la ville de Suizhou (Hubei) etc.

Ces activités font l'objet d'une communication active de la part des entreprises impliquées et du gouvernement, de même que les actions de solidarité et les dons réalisées dans ce cadre. Baidu a par exemple [investi](#) 300 M CNY (40 M EUR) dans un fonds dédié à la recherche pharmaceutique et à la santé publique tandis que Tencent a créé « l'Alliance bénévole des contributeurs pour la lutte contre l'épidémie ». Cette fondation, à laquelle le groupe de Shenzhen contribue à hauteur de 200 M CNY (26 M EUR), est destinée notamment à financer la recherche en e-santé, un secteur dans lequel Tencent est déjà largement présent et entend se renforcer.

Par ailleurs, certaines usines, notamment dans les secteurs de l'électronique (Foxconn, Xiaomi) et de l'automobile (BYD, GAC) ont répondu à l'appel des gouvernements locaux en adaptant temporairement leurs lignes de production afin de fournir du matériel médical, en particulier des masques.

Ces considérations pour ce qui s'apparente à l'intérêt général et ces formes étroites de coopération avec les autorités témoignent des liens forts qui existent en Chine entre les entreprises et le pouvoir politique. Ce constat semble d'autant plus valable dans le secteur de l'internet, qui est au centre de la vision stratégique nationale de l'Etat chinois.

Industrie: malgré l'épidémie, certains secteurs bénéficient d'opportunités

L'épidémie du COVID-19, ainsi que les mesures de confinement imposées aux habitants de nombreuses localités en Chine modifie fortement les habitudes des consommateurs chinois. Bien que l'impact économique soit largement négatif pour la majorité des secteurs traditionnels (automobile, restauration, voyages, électronique), certaines entreprises proposant des produits ou services adaptés voient leurs résultats impactés positivement. Selon [Technode](#), le volume de recherches sur Baidu pour le mot-clé « 游戏 » (jeux vidéo) a augmenté de 60% entre le 14 et le 31 janvier 2020, suivant la propagation de l'épidémie. A cause des limitations de sorties imposées à la population, les services d'éducation en ligne bénéficient également d'une forte hausse de leurs activités, au contraire du e-commerce (Alibaba a [annoncé](#) le 13 février anticiper une forte chute de ses activités sur les trois premiers mois de l'année 2020). A moyen terme, la crise du COVID-19 pourrait donc favoriser l'évolution des modes de consommation en Chine, accélérant des dynamiques déjà à l'œuvre.

De même, la crainte de nombreux usagers de prendre les transports en commun (risque de contamination) pourrait engendrer un regain du trafic routier et favoriser une reprise du marché automobile chinois à moyen terme. A court terme néanmoins, les disruptions dans la production et la baisse de la demande chez les concessionnaires, [dont 80% sont à l'arrêt](#), ont provoqué une baisse de 18% des ventes de véhicules neufs en janvier 2020 par rapport à janvier 2019 et de 54,4% pour les véhicules à énergies nouvelles (VEN) selon la China Association of Automobile Manufacturers.

Télécommunications : le déploiement de la 5G pourrait prendre du retard

China Mobile, le premier opérateur mobile chinois, a [reconnu](#) cette semaine un ralentissement dans le déploiement, en cours, de son réseau 5G à Pékin dû à l'épidémie de COVID-19. A cause des mesures de restriction prises par les autorités locales et d'une pénurie de personnel, China Mobile rencontrerait des difficultés à accéder aux terrains où l'entreprise construit actuellement ses stations de base. Il [semblerait](#) en revanche que les trois principaux opérateurs nationaux (China Mobile, China Unicom et China Telecom) aient accumulé suffisamment de stocks de composants pour pouvoir reprendre la construction de leurs réseaux 5G et ne pas ainsi trop retarder le développement de leurs réseaux respectifs.

Fin 2019, 130 000 stations de base avaient été déployées, d'abord dans des villes-pilotes puis progressivement dans l'ensemble du territoire, et des offres 5G commerciales sont déjà disponibles. Le gouvernement chinois mise beaucoup sur la 5G, présentant cette technologie comme un moyen de moderniser les modes de communication mais aussi les activités industrielles, notamment via la promotion de l'internet industriel. Le livre blanc de CAICT (think tank affilié au Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information), prévoit que la 5G contribue à hauteur de de 10 600 Mds CNY (1 400 Mds EUR) à l'économie chinoise d'ici 2030, arguant que cela favorisait la transformation numérique, qui est considérée comme un « choix stratégique collectif ». Tout retard dans la construction des infrastructures 5G pourrait remettre en question ces prévisions ambitieuses.

Par ailleurs, après l'annulation de nombreuses entreprises participantes, le Mobile World Congress, salon international de la téléphonie mobile prévu à Barcelone du 24 au 27 février, a finalement été annulé, une décision qui illustre l'inquiétude des marques internationales par rapport à l'épidémie. A cause de cette annulation, Vivo et Xiaomi ont reporté le lancement mondial de leurs nouveaux modèles.

[Lire le rapport de Forward \(en chinois\) sur le déploiement de la 5G en Chine](#)

[Lire le Livre Blanc du CAICT sur la contribution économique de la 5G](#)



Propriété intellectuelle : CNIPA prend des mesures pour faire face à la situation sanitaire exceptionnelle

En réponse à l'épidémie de COVID-19 qui ralentit la Chine depuis maintenant plusieurs semaines, CNIPA a publié une note relative aux délais de procédure concernant différents titres de propriété industrielle. Les déposants sont informés que s'ils n'ont pas pu respecter certains délais en raison de l'épidémie de COVID-19 ou des mesures sanitaires exceptionnelles mises en œuvre par les autorités chinoises, la possibilité leur est ouverte de présenter un recours en restauration auprès de CNIPA. Ces recours, qui ne généreront aucun frais supplémentaire, concernent les brevets, les marques et les topographies de circuits intégrés. Ils devront cependant être accompagnés d'éléments probatoires suffisants.

[Voir l'intégralité de la note \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : l'épidémie de COVID-19 met à bas les services aériens

Dès les premiers jours, l'épidémie a eu un impact considérable sur les services aériens. Une centaine de compagnies aériennes ont annoncé la suspension de tout ou partie de leur programme sur le marché chinois, incluant parfois la desserte de Hong Kong. Plusieurs dizaines de pays ont imposé des mesures de limitation de la circulation pour les passagers en provenance de Chine (quarantaine obligatoire de 14 jours, suspension de délivrance de visa aux ressortissants chinois, etc.), pouvant aller dans certains cas jusqu'à la suspension de l'espace aérien (Italie). Entre le 20 janvier et le 10 février, le cabinet OAG estime que l'offre des vols internationaux hebdomadaires opérés depuis la Chine a diminué d'environ 1,4 million de sièges (annulation de 2/3 des capacités). Les principaux marchés ont été durement frappés comme l'Indonésie (-92 %), Singapour (-89 %) ou les États-Unis (-86 %). En dépit des exhortations de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) demandant aux transporteurs nationaux de continuer d'opérer des liaisons régulières, les trois plus grandes compagnies chinoises (Air China, China Eastern, China Southern) ont été contraintes de réduire leur capacité globale de 65 à 80 %. La décision des autorités chinoises de suspendre, dès le 25 janvier 2020, la vente de voyages organisés, aura par ailleurs un impact important sur les réservations à venir. De même, le SETO (Syndicat des Entreprises du Tour Operating), a décidé le 4 février 2020 de prolonger la suspension des départs vers la Chine continentale jusqu'au 31 mars 2020, pour tous les clients des TO ayant réservé un voyage à forfait.

De son côté, Air France KLM a suspendu toutes ses liaisons vers la Chine jusqu'au 15 mars, tandis que les compagnies chinoises réduisent leurs opérations sur les routes principales vers Paris (Shanghai, Pékin, Canton), tout en ayant suspendu la plupart des vols depuis ou vers les villes de second rang (notamment Chongqing, Fuzhou, Qingdao ou Xi'an). En dehors du trafic de passagers, la réduction des vols entraîne mécaniquement un arrêt ou des retards d'acheminement du fret convié par voie aérienne.

En 2003, il a fallu neuf mois aux compagnies aériennes pour se remettre de l'impact du SRAS et connaître une nouvelle phase de croissance. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact du COVID-19 mais compte tenu de la part considérable prise par la Chine depuis lors dans le trafic aérien et dans l'industrie touristique, il est raisonnable d'évaluer que son impact sur le secteur sera bien supérieur à celui du SRAS.

Développement durable : publication d'une « Annonce en matière d'interdiction du commerce d'animaux sauvages »

Afin de bloquer les sources potentielles de transmission du nouveau COVID-19, l'Administration nationale pour la régulation des marchés, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et l'Administration nationale des forêts et des prairies (en anglais : NFGA), ont publié conjointement le 26 janvier 2020, une « annonce en matière d'interdiction du commerce d'animaux sauvages ». Le commerce d'animaux sauvages est suspendu à compter du 26 janvier 2020 jusqu'à la fin de l'épidémie. La suspension est concrétisée par les cinq mesures suivantes : (i) mise en place de mesures de confinement dans les fermes d'élevage d'espèces sauvages ; (ii) interdiction de vente d'animaux sauvages dans les marchés, les restaurants ou en ligne ; (iii) mise en place d'une hotline pour dénoncer le trafic d'animaux sauvages ; (iv) renforcement des coopérations entre les autorités chargées du contrôle, y compris la police, et (v) campagne de communication sur les risques liés à la consommation d'animaux sauvages. En revanche, le communiqué conjoint ne mentionne pas d'interdiction ou de restriction pour le commerce d'animaux sauvages après la fin de l'épidémie.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé le 11 février 2020 que de plus en plus de preuves semblaient converger vers une origine chez la chauve-souris. L'hypothèse est avancée par des chercheurs de l'Université d'agriculture du Sud de la Chine que le pangolin pourrait avoir joué un rôle d'hôte intermédiaire entre la chauve-souris et l'humain. Les détails de ce dernier rapport n'ont pas encore été rendus publics.

Transports : fort impact du COVID-19 sur la fréquentation et l'organisation des transports ferroviaires pendant les vacances du nouvel an chinois

China Railway a annoncé que la fréquentation des lignes ferroviaires desservant les principales villes chinoises sur la période du nouvel an chinois (festival de printemps) a été nettement plus faible que les années précédentes. Entre le 1er et le 10 février, 14,45 millions de passagers ont emprunté le réseau ferroviaire national, soit plus de 70 % de baisse par rapport à l'année précédente. A titre d'illustration, 1,25 M de passagers ont pris le train la journée du 10 février, soit une baisse de 89 % en année glissante.

Afin d'endiguer l'épidémie du COVID-19, la *China Railway* et ses filiales ont mis en place une série de mesures de prévention et de contrôle. Dans la région du Jing-Jin-Ji (région de Pékin, Tianjin et Hebei), l'opérateur local a par exemple mis en place des mesures de détection de la fièvre et d'encadrement des personnes présentant des symptômes du virus. Rien que pour cette région, ce sont neuf-cents détecteurs thermiques qui ont été installés dans les gares. Des mesures de prévention ont également été prises, telles que la réduction du nombre de trains circulant, le remplissage à 50 % de certains trains avec espacement des passagers, la diffusion de recommandations sanitaires pour les passagers et le personnel ainsi que l'amélioration du nettoyage des rames. La *China Railway* joue par ailleurs un rôle clé pour acheminer du personnel médical et du matériel à Wuhan, et plus globalement sur l'ensemble du territoire, à travers des lignes dédiées.

Pour mémoire, la période du nouvel an chinois est traditionnellement synonyme de forte activité pour les transports en Chine : en 2019, 2,99 Mds de voyages avaient été réalisés durant cette période. Par ailleurs, les transports intérieurs, les services postaux et le stockage de marchandises ont représenté environ 4 % du PIB chinois en 2019.

Développement durable : changement de lieu pour la 2^{ème} réunion de l'OEWG sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et annonce officielle des dates de la CoP15 Biodiversité

La Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique a annoncé dans un communiqué du 31 janvier 2020 que la 2^{ème} réunion du Groupe de travail à composition non limitée (en anglais : *Open-ended Working Group*, OEWG) sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 aurait lieu au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, Italie, du 24 au 29 février 2020. Cette réunion était initialement prévue à Kunming, Chine, aux mêmes dates. Ce deuxième OEWG examinera notamment l'avant-projet de cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, disponible au public depuis le 13 janvier 2020 sur [le site web de la Convention sur la diversité biologique](#).

Les dates de la CoP15 Biodiversité ont également été annoncées. La conférence se tiendra du 15 au 28 octobre 2020, à Kunming, Chine, conformément à ce qui était pressenti.

Energie : poursuite de la baisse des subventions nationales pour les nouvelles installations de renouvelables (hors-hydro) en 2020

Le Ministère des finances (MoF), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) ont publié un communiqué conjoint sur les grandes orientations du soutien financier accordé aux énergies renouvelables à partir de 2020. L'État poursuivra de soutenir certains projets de renouvelables hors-hydro et a dédié 5 Mds de CNY (env. 660 M EUR) pour ces aides, dont les modalités détaillées seront publiées prochainement. Parmi les orientations, le document mentionne le soutien aux installations solaire photovoltaïque pour les personnes physiques, et le soutien aux certificats verts, mécanisme de garantie d'achat d'une électricité produite à partir de renouvelables et pouvant être échangés, et qui seront déployés au niveau national à partir du 1^{er} janvier 2021. Par ailleurs, le document précise que l'aide de l'État s'inscrit dans une tendance baissière, visant à ce que les installations de renouvelables atteignent une parité des prix avec l'électricité produite à partir du charbon. Notons que contrairement aux ajustements des cadres de subventions précédentes, les projets éoliens offshore et de solaire thermique ne sont plus éligibles aux subventions au niveau national.

Pour mémoire, dans un contexte de réforme des mécanismes de prix de l'électricité allant vers un marché plus libéralisé, l'État chinois a organisé une baisse des subventions pour les nouvelles installations de production d'électricité solaire photovoltaïque en 2018, puis éolien terrestre en 2019, afin d'éviter les surcapacités et de réaliser une plus grande compétition naturelle avec le charbon (parité des prix). L'hydroélectricité, déjà très développée en Chine, est historiquement exclue de ce périmètre d'aide du gouvernement.

Energie : assouplissement de la tarification de l'électricité au cours de la période d'épidémie

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a annoncé (i) une flexibilité de la tarification de l'électricité et (ii) une réduction de son coût pour certaines entreprises durant la période de l'épidémie. Les entreprises, dont l'électricité est habituellement tarifée sur une base forfaitaire, qui doivent temporairement arrêter (ou réduire) leur activité durant la période de prévention et de contrôle de l'épidémie bénéficieront d'un assouplissement des règles de tarification. Leur facture finale sera réduite pour refléter la suspension de leur activité et leur plus faible consommation. Les entreprises qui auront augmenté leur production dans le cadre du contrôle de l'épidémie pourront consommer de l'électricité au-delà du plafond de leur contrat, la surconsommation étant facturée sur une base réelle.

Enfin, les centres hospitaliers servant directement au contrôle de l'épidémie seront exemptés d'une surfacturation liée à un approvisionnement électrique à haute fiabilité.

Transport aérien : Epidémie de COVID-19 - Le Conseil des Affaires d'Etat allège de 10 Mrd RMB (1,3 Mrd EUR) la fiscalité des transporteurs aériens chinois

Dans le cadre des mesures d'urgences liées à l'épidémie de COVID-19 en Chine, le Conseil des Affaires d'Etat a décidé, le 5 février 2020, d'exempter les compagnies aériennes du versement d'une taxe alimentant le fonds de développement de l'aviation civile. Ce fonds, mis en place en 2012 après la refonte de dispositifs antérieurs, est alimenté par une taxe sur les passagers embarqués (50 RMB / pax pour les vols domestiques et 90 RMB / pax pour les vols internationaux) et le produit d'une taxe versée par les compagnies aériennes (sur la base d'une formule d'imposition incluant la masse des appareils et les distances parcourues). Dans la pratique, le fonds de développement de l'aviation civile est employé à 80 % pour le financement de la construction d'infrastructures aéroportuaires, le reste couvrant des dépenses de modernisation dans le domaine de la sûreté, de la sécurité, de la navigation aérienne, etc. En 2019, le produit s'est élevé à 47,8 Mds RMB, dont 33,5 Mds RMB correspondant aux recettes des taxes passagers et 14,3 Mds RMB relevant du produit des taxes prélevées sur les



compagnies. Pour 2020, les recettes de la taxe prélevée sur les transporteurs aériens, ajustées des nombreuses annulations de vols liées à la crise, devrait être de l'ordre de 10 Mrd RMB (1,3 Mrd EUR). Les compagnies aériennes en seront donc exemptées cette année, même si la taxe due par les passagers demeure. Certains acteurs du secteur militent pour que cette crise soit l'occasion de refondre la fiscalité du transport aérien en Chine, de manière à améliorer la compétitivité des compagnies chinoises, notamment face à la concurrence modale du transport ferroviaire.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Croissance : le PIB de Hong Kong se contracte de 1,2% en 2019

Le PIB de Hong Kong a diminué de 1,2 % en 2019 par rapport 2018, selon les chiffres préliminaires du département des statistiques. Il s'agit de la première récession depuis 2009. Le gouvernement a déclaré que les perspectives économiques pour cette année dépendraient de l'évolution des troubles sociaux, de l'infection par le COVID-19 à Hong Kong et des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine. Au troisième trimestre et au quatrième trimestre de 2019, le PIB a chuté respectivement de 2,8 % et de 2,9% par rapport à l'année précédente.

Transport : American Airlines et United Airlines suspendent leurs liaisons vers Hong Kong, Virgin Australia supprime ses lignes, et Cathay Pacific demande à ses 27 000 salariés de prendre 3 semaines de congés sans solde

American Airlines et United Airlines ont suspendu leur vol à destination et au départ de Hong Kong du 8 au 20 février en raison d'une chute de la demande, tandis que Virgin Australia a suspendu définitivement toutes ses liaisons vers Hong Kong.

Cathay Pacific a demandé le 5 février à ses 27 000 salariés de prendre 3 semaines de congé sans solde afin de protéger la trésorerie de la compagnie, indiquant que d'autres mesures pourraient être prises.

Quarantaine : nouvelles mesures de quarantaine à Hong Kong

Le gouvernement a annoncé le 5 février la mise en quarantaine pour 2 semaines de tous les nouveaux arrivants en provenance de Chine, à partir du 8 février.

Bourse: l'indice Hang Seng rebondit après sa chute la semaine dernière (semaine du 3 février)

L'indice Hang Seng a terminé en hausse de 2,6% jeudi, affichant un gain de 4,3% depuis le début de la semaine, après avoir chuté de 5,9% la semaine dernière (du mercredi 29 au vendredi 31 janvier après la période de fermeture des marchés en raison du nouvel an chinois). Bloomberg explique cette hausse par la diminution du sentiment d'inquiétude en Asie concernant le COVID-19 et par l'annonce de la Chine d'une réduction de moitié des droits de douane sur certains produits américains à partir du 14 février.

Macao : les casinos macanais ferment pour 2 semaines après l'infection d'un employé

Le Chef de l'exécutif de Macao a annoncé mardi 4 février que les casinos macanais allaient fermer pour 2 semaines, alors qu'un employé de l'hôtel casino Galaxy a été infecté par le COVID-19.

Le 6 février, les autorités Macanaises ont autorisé Sands China à fermer 3 de ses hôtels à Cotai. Les hôtels concernés sont le Four Seasons, le St Regis et le Conrad Macao Cotai Strip, qui offrent 1 459 chambres, soit environ 11% de la capacité totale de Sands à Macao.

Le nombre de visiteurs à Macao pendant la période Nouvel An chinois a chuté de -78,3% par rapport à 2019 avec 260 000 visiteurs, selon le Bureau du Tourisme de Macao. Les recettes des jeux d'argent diminuent de 11,3 % en janvier à 2,8 Mds USD selon le Bureau d'inspection et de coordination des jeux.

Banque : les banques adoptent des mesures en faveur de leurs clients entreprises et particuliers suite à l'appel de l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA)



Banques : les banques adoptent des mesures en faveur de leurs clients entreprises et particuliers suite à l'appel de l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA)

L'Autorité Monétaire de Hong Kong a demandé le 11 février aux banques de mettre en œuvre des solutions permettant de soutenir leurs PME clientes touchées par le COVID-19.

HSBC, Standard Chartered et Bank of China Hong Kong ont annoncé l'assouplissement des conditions de prêt à leurs clients entreprises, avec la possibilité d'un moratoire jusqu'à 12 mois sur le remboursement du principal pour les entreprises détentrices de prêts hypothécaires. Les entreprises pourront également demander à bénéficier d'un découvert élargi ou obtenir des rabais jusqu'à 50% sur certains frais de dossier.

Standard Chartered et Bank of China Hong Kong accorderont pour leur part à leurs clients particuliers détenteurs de crédits hypothécaires un moratoire de 6 mois pour le paiement du principal. Les clients particuliers bénéficieront également de la suppression des frais de retard sur les cartes de crédit, des frais sur les virements électroniques locaux, et pourront demander à bénéficier de procédures accélérée pour l'obtention de prêt.

Hang Seng Bank (filiale d'HSBC), Bank of East Asia, Citic et ICBC Asia ont annoncé des mesures similaires.

Bourse : l'indice Hang Seng augmente de 1,8% entre lundi 10/02 et jeudi 13/02 à 27 730 points

L'indice Hang Seng (HSI), qui avait perdu 9,4% entre le 17 et le 31 janvier (à 26 312 points) a rebondi depuis. L'indice a terminé en hausse de 1,8% entre les journées de lundi à jeudi cette semaine, clôturant à 27 730 points le 13/02. Le sous-indice commerce & industrie a progressé de 2,3%, le sous-indice immobilier de 1,8%, le sous-indice finance de 1,5%, et le sous-indice énergie de 0,8%.

Commerce bilatéral France/ Hong Kong : les exportations françaises vers Hong Kong baissent de - 6,8% à 5,79 Mds EUR en 2019

Les exportations françaises à Hong Kong reculent de 6,8% à 5,79 Mds en 2019, sous l'effet de la contraction des livraisons aéronautiques de -40,3% à 1 Md EUR.

Hors aéronautique, les exportations françaises augmentent cependant de 6,9% grâce aux bonnes performances dans la maroquinerie (1 Md EUR +13,7%), le prêt à porter (550 M EUR +15,5%), les cosmétiques/parfums (373 M EUR +6,3%), les chaussures (173 M EUR +34,6%), les créations artistiques (162 M EUR +55,7%) et l'horlogerie (108 M EUR +24,6%).

Les exportations de vin baissent en revanche de -5,6% à 454 M EUR en lien avec la baisse des ventes en Chine, celles de produits pharmaceutiques de -16,7% à 125 M EUR, et celles de spiritueux -21,2% à 84 M EUR. Les exportations de joaillerie stagnent (285 M EUR +0,4%).

Malgré une réduction de notre excédent commercial de 7,7% en 2019 à 5,12 Mds EUR, Hong Kong demeure en 2019 le 3^{ème} excédent commercial de la France (3^{ème} en 2018 et 1^{er} en 2017) après le Royaume-Uni et Singapour, et devant le Qatar, la Suisse et les Etats-Unis.

Macao : le taux d'occupation hôtelière chute à 16%, les casinos et 26 hôtels sont fermés

Le 22 janvier, Macao a confirmé son premier cas de COVID-19, suivi par l'arrêt par le gouvernement chinois le 28 janvier de tous les voyages de groupe et la délivrance de visas individuel, puis la suspension des navettes maritimes entre Hong Kong et Macao. Outre le contrôle renforcé aux frontières, qui ont tari les flux en large partie, les autorités ont fermé les casinos du 5 au 20 février,



avec une prolongation possible. Le nombre de visiteurs est tombé à 4 500 le 5 février (-43,7% par rapport à la veille), puis est tombé à 2 800 le samedi 8 février.

Trois groupes hôteliers ont décidé de fermer temporairement (26 hôtels représentant 3000 chambres, soit 8% de la capacité hôtelière de Macao). L'Office gouvernemental du tourisme de Macao (MGTO) a déclaré que le taux d'occupation hôtelière a chuté à 16% la semaine du 3 au 9 février (contre 91% en moyenne en 2019). Le nombre de visiteurs a chuté de 91,2%.

Afin de stimuler l'économie, le gouvernement macanais a annoncé le 13 février un plan de revitalisation de 3,4 Mds USD. Tous les résidents de Macao recevront un bon de 374 USD à dépenser dans les entreprises locales au cours des trois prochains mois.

Retour au sommaire ([ici](#))

TAIPEI

Impact du COVID-19 sur l'économie : Taiwan revoit sa croissance à la baisse sur 2020 et annonce des mesures pour soutenir la consommation dans le domaine des services

La Direction Générale du Budget, de la comptabilité et des statistiques a annoncé en milieu de semaine une baisse de ses prévisions de croissance pour l'année 2020, les faisant passer de 2.72 à 2.37%. Par ailleurs, les autorités prévoient le lancement d'un plan de stimulus dans le secteur des services, avec notamment l'émission de coupons pour soutenir la consommation. La mise en place d'un budget spécial devrait être annoncé la semaine prochaine, avec un focus sur la consommation des ménages, les transports, le tourisme, l'agriculture et la pêche.

Les compagnies aériennes, qui ont déjà été contraintes de diminuer le nombre de leurs vols, incitent leurs employés à prendre des congés, la compagnie publique China Airlines envisagerait déjà des coupes salariales au niveau de sa hiérarchie.

Innovation : TSMC : premier détenteur de brevets à Taiwan

Le fondateur Taiwanais TSMC était en 2019 le premier détenteur de brevets à Taiwan et ceci pour la quatrième année consécutive, avec 1333 brevets, tous classés dans la catégorie invention (statistiques publiées par le Taiwan Intellectual Property Office (TIPO) du Ministère de l'économie). En deuxième et troisième position se succèdent ACER et AUO avec respectivement 565 et 553 brevets. S'agissant des entreprises non-taiwanaises, le groupe Alibaba est en tête avec 850 brevets à son actif dont 828 dans la catégorie Invention, suivi par Applied Materials (663 brevets) et Qualcomm (582 brevets). Dans la catégorie des centres de recherches, l'ITRI arrive en première position avec 385 brevets suivi de MIRDC (77 brevets).

A noter par ailleurs, toujours s'agissant de TSMC, la nomination au conseil d'administration de Yancey HAI, Chairman de Delta Electronics, au poste de directeur indépendant, et la décision d'émettre 60 Md TWD (1,8 Md d'euros) d'obligations non garanties pour financer les projets d'extension et actions du groupe en matière de prévention de la pollution.

Finances : baisse des actifs détenus par les investisseurs étrangers de 20 Md USD fin janvier par rapport à décembre 2019.

La banque centrale analyse cette baisse comme un effet de panique avec le développement de l'épidémie de COVID-19. Le stock des actifs détenus par les investisseurs étrangers atteint, malgré cette baisse, près de 435 Md US\$.

Coronavirus en Chine : La Commission des Investissements poursuit sa politique en faveur du rapatriement des investissements taiwanais

Selon [l'Economic Daily News](#) du 4 février dernier, avec la fermeture de trois nouvelles villes chinoises,



Hangzhou, Zhengzhou et Linyi (qui abritent environ 4,3 Md US\$ d'investissements taiwanais) pour endiguer l'épidémie de coronavirus, le secrétaire exécutif de la commission d'évaluation des investissements du ministère de l'Economie, Emile Chang, rappelle que les investissements des « Taishang » (hommes d'affaires taiwanais travaillant en Chine) sont les bienvenus à Taiwan. [Des inquiétudes](#) (Liberty Times, du 4/02/2020) subsistent sur la capacité de Foxconn à redémarrer son usine d'assemblage d'Iphone à Zhengzhou au Henan, le 10 février prochain avec la reprise. Le 5 février, [l'Economic Daily News](#) rappelle que toutes les marques sont touchées, 1 téléphone portable sur 7 étant produit à Zhengzhou. De son côté, [le Ministre de l'économie SHEN](#), voit également des effets sur le rapatriement des investissements à Taiwan, notamment sur la montée en gamme de l'industrie et annonce [une seconde vague](#) (Taipei Times, 7/02/2020).

Démographie : véritable défi de Taiwan sur les 10 prochaines années

Editorial de l'Economic Daily News du 7 février sur la capacité de Taiwan à faire face au vieillissement accéléré de sa population : en 2020, le nombre de décès devrait déjà dépasser le nombre de naissances (181 000 vs 178 000), et en 2030 les plus de 65 ans vont atteindre 5.59 M d'habitants contre 3.78 M aujourd'hui (+48%).

Commerce bilatéral France-Taiwan (chiffres des douanes françaises, janvier 2020) : baisse de 5,7% en valeur sur les 11 premiers mois de 2019 / 2018

Le commerce de biens entre la France et Taiwan baisse, au cours des onze premiers mois de l'année 2019, de 5,7% en valeur à 4,1 Md€, par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations françaises se contractent de -22,1% à 1,6 Md€ (forte baisse des livraisons aéronautiques, soit -87% à 70 M€). Hors aéronautique nos exportations progressent de 1,3%. Les « produits informatiques, électroniques et optiques » (312,1 M€, +6,4%) représentent le 1er poste des exportations françaises vers Taïwan, suivis des « produits des industries agroalimentaires » (275 M€, +4,7%) et des « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (250 M€, -2,7%). Plus précisément, ont progressé les exportations de composants électroniques à 239 M€ (+12,8%) qui deviennent notre premier poste d'exportations vers Taïwan, et celles de vins de raisin (84 M€, +15,3%), d'articles de maroquinerie (74 M€, +21,2%), de boissons alcoolisées distillées (46 M€, +0,8%) et de produits laitiers et de fromage (39 M€, +23,9%).

Les importations françaises en provenance de Taiwan au cours des onze premiers mois de l'année 2019, sont en progression (+8,5%) à 2,5 Md€, en raison principalement d'une croissance des importations de composants électroniques qui restent le 1er poste avec 456 M€ (+28,0%), devant les ordinateurs et équipements périphériques (264 M€, +25,6%). A noter la forte progression des exportations taiwanaises de cycles et véhicules pour invalides à 174 M€ (+9,8%) et des équipements de communication à 157 M€ (+11,8%). Parmi les autres secteurs de nos importations qui sont en hausse il convient de signaler celles des matériels électriques à 47 M€ (+4,7%), des aéronefs et engins spatiaux (+12,9%) avec un montant de 50 M€ qui rappelle le dynamisme de la sous-traitance aéronautique taiwanaise.

Au final, le déficit commercial de la France s'établit à -945 M€.



Finances : les réserves de change progressent

[Central Bank of Taiwan](#) (5/02/2020) : les réserves de change ont *continué* leur progression, atteignant 479 Md USD fin janvier 2020; les dépôts en Yuan offshore connaissent un fléchissement à 261 Md RMB fin décembre 2019.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin, Service Economique de Hong Kong, Service Economique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Julie Hervé, Max Chang, Odile Huang, Julie Hervé

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, François Lemal, Julien Dumond, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet